

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III- 166

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III- 166(ex Article 15)

1. La coopération judiciaire en matière pénale dans l'Union est fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et inclut le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les domaines visés au paragraphe 2 et à l'article [III-167].

La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures visant à:

- a) établir des règles et des procédures visant à assurer la reconnaissance, dans l'ensemble de l'Union, de toutes les formes de jugements et de décisions judiciaires;
 - b) prévenir et résoudre les conflits de compétences entre les États membres;
 - c) favoriser la formation des magistrats et des personnels de justice;
 - d) faciliter la coopération en matière pénale entre les autorités judiciaires ou équivalentes des États membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution de décisions.
2. Afin de faciliter la reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et la coopération policière et judiciaire dans les matières pénales ayant une dimension transfrontalière, la loi-cadre européenne peut établir des règles minimales portant sur:
- a) l'admissibilité mutuelle des preuves entre les États membres;
 - b) la définition des droits des personnes dans la procédure pénale;
 - c) les droits des victimes de la criminalité;
 - d) d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, que le Conseil aura identifiés préalablement par une décision européenne. Le Conseil statue ~~à l'unanimité~~, **sur proposition de la Commission, à la majorité des trois quarts des Etats membres représentant les trois quarts de la population de l'Union** et après approbation du Parlement européen.

L'adoption de ces règles minimales n'empêche pas les États membres de maintenir ou d'instituer un niveau de protection plus élevé pour les droits des personnes dans la procédure pénale.

Explication éventuelle :